

L'économie sociale, le nouveau combat du Roi

VISITE D'ÉTAT En Belgique comme au Portugal, il valorise les entreprises sociales

- Philippe place un nouvel accent : sur des initiatives économiques à finalité sociale, durable.
- Et il a demandé aux Régions d'inviter des entrepreneurs sociaux en visite d'Etat.
- Ils sont 8 au Portugal.

LISBONNE
DE NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE

Depuis son intronisation, le roi Philippe choisit ses combats. Bien sûr, son engagement sur le terrain est à la fois sociétal, socio-économique et culturel, et il lui faut bien cibler les dossiers sur lesquels il veut placer un accent particulier. Pour le volet socio-économique, il s'est ainsi intéressé de longue date à l'emploi et à la formation des jeunes, présidant par exemple une visite de deux jours en Allemagne en mars 2015, pour y découvrir, avec tous les ministres de l'Emploi, le système d'enseignement en alternance.

Désormais, Philippe souhaite donner une visibilité particulière à un nouveau thème, qui l'intéresse depuis un bon moment aussi : l'entrepreneuriat social. Il s'applique dès lors à mettre en lumière des initiatives économiques à finalité sociale ou environnementale. A cette fin, il a organisé une quinzaine de rencontres et visites de terrain ces derniers dix-huit mois. Et il a aussi spécifiquement demandé aux Régions de convier des entrepreneurs sociaux parmi les CEO qui l'accompagnent en visites d'Etat. La première fois, ce fut en mars dernier au Canada. Et à l'occasion du voyage en cours au Portugal, huit entreprises sociales font également partie de la délégation royale.

« L'économie sociétale comme on l'appelle aussi est un phénomène qui m'intéresse beaucoup, nous confie le Roi. La société civile se prend de plus en plus en main pour rechercher des solutions aux défis sociétaux et aux besoins des gens. C'est complémentaire à l'action publique et à celle des entreprises. » Le Roi espère dès lors « être utile, en



WALLONIE ET BRUXELLES

Les Régions embraient

On l'a dit : le Roi souhaite que les Régions intègrent, dans la délégation économique l'accompagnant en visite d'Etat, des responsables d'entreprises sociales. Et tant la Région wallonne que la Région bruxelloise s'en réjouissent. « La demande du Palais est très pertinente, nous dit-on du côté du ministre-président wallon, Willy Borsus. Le monde de l'entreprise est multiple, et l'économie sociale est de plus en plus importante dans l'économie wallonne et constitue un axe privilégié pour nous. » Le Plan wallon d'Investissements comprend d'ailleurs un appel à projet pour la réhabilitation, la modernisation et le développement des entreprises de travail adapté (10 millions sont prévus), ainsi que des projets liés aux déchets-ressources plastiques (75 millions). Et un nouveau financement, de 4,5 millions d'euros, a été budgété en 2018 pour le dispositif « Brasero » de soutien à l'entrepreneuriat coopératif et social.

En Région bruxelloise, nous confie-t-on également chez le ministre-président Rudi Vervoort, « l'économie sociale est considérée comme un modèle porteur ». Celle-ci a d'ailleurs été incluse dans la Stratégie 2025 de la Région, en juin 2015. Parce que « les entreprises sociales qui traduisent dans leur projet économique une finalité sociale et un mode de gouvernance démocratique et participatif ont toutes un rôle à jouer dans le développement économique bruxellois. » Le gouvernement entend donc créer « un environnement favorable » à ces entreprises « de manière à créer des emplois et de la valeur ajoutée ancrée localement tout en répondant aux besoins des Bruxellois ». Un cadre légal d'agrément a été fixé. Et en juin 2016, le Small business act (SBA) a prévu des mesures d'appui à ce secteur. Les arrêtés fixant les procédures d'agrément et de financement de ces entreprises sociales sont en cours d'approbation.

Voilà qui devrait plaire aux 785 entreprises sociales ayant leur siège social en Région bruxelloise, ce qui représente 18.404 emplois (chiffres 2015).

créant des points entre ces différents mondes », public, social et de l'entreprise, comme il a pu le faire pour l'enseignement en alternance. Pour que les affaires ne soient pas seulement orientées « business », mais aient aussi un impact social et durable. Pour Philippe, l'entrepreneuriat social et l'innovation sociale, aussi, représentent l'avenir.

Alors, pour donner un coup de pouce à ce secteur, près de 20.000 entreprises sociales qui emploient 370.000 personnes dans notre pays, le Roi a multiplié les activités en la matière.

Ainsi, en novembre 2017, il invitait à dîner à Laeken des « jeunes prometteurs » dans l'économie sociale et durable pour appréhender « les défis et difficultés qu'ils rencontrent ». Parmi les invités : « Les Compagnons de la Terre », coopérative liégeoise agricole ; « Färm », coopérative d'alimentation durable ; « Do Eat », créateur de contenants 100 % comestibles ; « Little Food », pionnier dans

l'élevage et la préparation du grillon en tant qu'aliment ; ou encore « Duo for a job », qui met en contact des personnes de plus de 50 ans et des jeunes issus de l'immigration pour les épauler dans leur recherche d'emploi.

Et en juillet dernier, c'est une table ronde qui se tenait au Palais royal sur le thème : « Social innovation and social entrepreneurship : a new era ? », avec différents spécialistes et professeurs.

Le Roi veut « être utile, en créant des points entre les différents mondes », public, social, de l'entreprise

Pour passer de la théorie à la pratique, le Roi a enchaîné par ailleurs plusieurs visites de terrain. Découvrant « Den diepen boomgaard », une ferme bio et sociale de Grimbergen qui « offre des opportunités d'emploi à des personnes mises sur la touche dans le marché du travail ». Mais également « Huis Perrekes », une association de Geel qui as-

sure le logement, les soins et l'accompagnement des personnes atteintes de démence. Ou encore « Bigh Farm », une ferme urbaine aquaponique à Anderlecht, qui combine aquaculture (élevage de poissons) et hydroponie (culture de plantes hors sol) et intègre des personnes malades de longue durée ou ayant un handicap mental.

Sans oublier, on l'a dit, l'invitation faite à des entrepreneurs sociaux d'accompagner la délégation royale lors des visites d'Etat. Sept entreprises durables avaient fait le déplacement au Canada en mars (comme « 2houses », « Boentje Café », « Happy Bags » ou « Life is Wonderpoule »).

Et au Portugal en ce début de semaine, ce sont huit autres sociétés sociales qui ont fait le déplacement : dont les wallonnes « Tess-Terre » (à Herstal, qui veille à l'intégration de personnes en situation d'exclusion et de pauvreté) et « Serviplast » (à Bastogne, spécialisée dans le plastique et qui intègre profes-

A Lisbonne, le Roi a présidé une table ronde réunissant des entrepreneurs sociaux belges et portugais.

© DIRK WAEM, BELGA.

sionnellement des personnes handicapées) ; mais également les bruxelloises « Casablanca » (qui veut insérer, dans le secteur de la construction, des personnes en difficulté sur le marché de l'emploi) ou « Coop IT Easy » (coopérative d'informaticiens offrant aux acteurs de l'économie sociale des services de consultation).

A Lisbonne, le Roi a encore saisi différentes occasions pour enfoncer le clou et évoquer l'entrepreneuriat social. Lors de son allocution au séminaire « business » belgo-portugais par exemple, il a déclaré : « Il est de notre devoir de s'assurer que personne ne soit laissé au bord du chemin. (...) L'entrepreneuriat social s'est intégré complètement à notre économie et je suis particulièrement heureux que des entrepreneurs sociaux de nos deux pays se concertent durant cette visite. »

Ce fut particulièrement le cas au « Impact Hub » de la capitale portugaise, espace de co-working où des start-up se concentrent sur l'impact social de l'économie, l'innovation et l'intégration sociale. Philippe y a présidé, mardi, une table ronde réunissant les entreprises sociales belges participant au voyage et des homologues portugais. Il voulait savoir comment ces jeunes (et moins jeunes) entrepreneurs sociaux, qui « réalisent leur rêve, avec l'objectif de créer une valeur ajoutée sociale, se voient : comme des entrepreneurs classiques ou tournés vers l'aide aux personnes ». Mais aussi ce qu'ils attendent des pouvoirs publics.

Devant leur dynamisme, même le président de la FEB, Bernard Gillot, s'est dit « très impressionné ». Au point de plaider pour que le secteur privé soutienne l'économie sociale. Les petites graines sociales semées par le Roi germeraient-elles déjà ?

MARTINE DUBUISSON

MAGAZINE



SAMEDI 27 OCTOBRE, PASSION AU MASCULIN

SIGNES EXTÉRIEURS D'ÉLÉGANCE...

- Les grands noms du design belge
- Des shoppings mode et techno
- De bien belles motos
- La révolution des appareils photos hybrides
- Où mangent les chefs ?

LE SOIR